



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

42 textes

## SOMMAIRE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

1. Arrêté n° 196 du 22 avril 2025 relatif à la mise en place du service de prévention du risque animalier et portant autorisation de prélèvements d'animaux sur l'aérodrome de Tetiaroa
2. Arrêté n° HC 251 DIRAJ/BRE du 16 mai 2025 portant ouverture du local de rétention administrative
3. Arrêté n° 2815-2025 VRPF/DABF du 13 mai 2025 fixant le montant de la subvention attribuée à la Polynésie française pour les dépenses de projets d'actions éducatifs et innovants, la prévention et traitement des difficultés scolaires, la scolarisation des élèves malades ou handicapés et la formation initiale et continue des enseignants
4. Arrêté n° 2816-2025 VRPF/DABF du 13 mai 2025 fixant le montant de la subvention attribuée à la Polynésie française pour les dépenses pédagogiques et de fonctionnement du second degré
5. Arrêté n° 2817-2025 VRPF/DABF du 13 mai 2025 fixant le montant de la subvention attribuée à la Polynésie française au titre de la participation de l'État à la charge des transports scolaires

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

6. Arrêté n° 692 CM du 20 mai 2025 rendant exécutoire la délibération n° 3-2025 IIME du 24 mars 2025 du conseil d'administration de l'établissement Institut d'insertion médico-éducatif, portant adoption du budget primitif de l'Institut d'insertion médico-éducatif pour l'exercice 2025
7. Arrêté n° 693 CM du 20 mai 2025 portant cession gratuite de plants à l'association Brigade Verte
8. Arrêté n° 694 CM du 20 mai 2025 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'école hôtelière de Tahiti pour financer le fonctionnement de la mission pour la persévérance scolaire sur la période de janvier à juin 2025
9. Arrêté n° 695 CM du 20 mai 2025 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Papara pour financer les travaux sur le système de vidéoprotection
10. Arrêté n° 696 CM du 20 mai 2025 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Lire Sous le Vent pour financer l'organisation du Salon du livre de Ra'iātea, au titre de l'année 2025

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Présidence

11. Arrêté n° 951 PR du 20 mai 2025 portant modification de l'arrêté n° 1235 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des responsables de service

12. Arrêté n° 953 PR du 20 mai 2025 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Tatatua, sis à Tautira, île de Tahiti, au profit de Mme Tetuanui TCHING, pour y exercer une activité de restauration de type rapide

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

13. Arrêté n° 4212 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Bruno DREUILH pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
14. Arrêté n° 4213 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de Mme Anne MAGLIULI pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
15. Arrêté n° 4214 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Teariki GERMAIN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
16. Arrêté n° 4215 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Dimitri TEMEHARO pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
17. Arrêté n° 4216 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Gil KEROMEN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
18. Arrêté n° 4217 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Gilles SALMON pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
19. Arrêté n° 4218 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Karl, Paul, Francois, Moetai TEHAAMOANA pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
20. Arrêté n° 4219 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de Mme Weena, Michelle, Herehia POTIER pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
21. Arrêté n° 4220 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Augustin MATOHI pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
22. Arrêté n° 4221 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de Mme Valérie TSAU TSEN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
23. Arrêté n° 4222 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Julien BERAUD SUDREAU pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
24. Arrêté n° 4223 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Hiro, Valerian CHARLES pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
25. Arrêté n° 4224 MPR du 20 mai 2025 portant octroi d'une aide financière à M. Alexandre TAUAROA
26. Arrêté n° 4225 MPR du 20 mai 2025 portant octroi d'une aide financière à Mme Marceline, Maria FENUAITI épouse BENACEK
27. Arrêté n° 4226 MPR du 20 mai 2025 portant octroi d'une aide financière à M. Michel, Aimata FANIU
28. Arrêté n° 4257 MPR/DIREN du 20 mai 2025 autorisant la société Média Monks Inc à exercer une activité de prises de vues et de son des espèces protégées du code de l'environnement, à des fins commerciales
29. Arrêté n° 4271 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de Mme Yanita HEITARAURI pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
30. Arrêté n° 4272 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Etienne MONTAGNON pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
31. Arrêté n° 4273 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Thierry DANIEL pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
32. Arrêté n° 4274 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Yann WONG HEN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
33. Arrêté n° 4275 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Hans TAURAATUA pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

34. Arrêté n° 4276 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Teva CAVALLLO pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
35. Arrêté n° 4277 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Roy BOPP pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
36. Arrêté n° 4278 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Steve YERSIN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
37. Arrêté n° 4282 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Jean-Raymond CAHOT pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
38. Arrêté n° 4283 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Gilles PARZY pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
39. Arrêté n° 4284 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Philippe CATHELAIN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
40. Arrêté n° 4285 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Stéphane, Jean-Luc PERCHAUD pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

## ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Conventions État

41. Convention n° 3-2025 du 7 avril 2025 relative à la première tranche de la subvention de fonctionnement pour l'année 2025 aux établissements d'enseignement technique agricole privés du temps plein

### ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### Avis officiels

42. Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour la période du 12 au 16 mai 2025



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 1/42, Page 1/3

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

#### **Arrêté n° 196 du 22 avril 2025 relatif à la mise en place du service de prévention du risque animalier et portant autorisation de prélèvements d'animaux sur l'aérodrome de Tetiaroa**

NOR : ETA25300440AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 15 décembre 2003 modifié portant codification des réglementations territoriales en matière d'environnement, créant le code de l'environnement de la Polynésie française, et modifiant le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1301 CM du 15 novembre 2006 modifiant diverses dispositions du code de l'environnement relatives aux espèces menaçant la biodiversité ;

Vu l'arrêté du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté n° 583 S du 9 avril 1954 réglementant l'hygiène et la salubrité publiques dans les Établissements français de l'Océanie, notamment son article 59 ;

Vu le code des transports ;

Vu le décret n° 63-927 du 6 septembre 1963 relatif aux conditions de création, de mise en service, d'utilisation et de contrôle des aérodromes dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté du 13 juin 2024 relatif à la prévention du risque animalier sur les aérodromes (SPRA) ;

Vu la demande de Tahiti Beachcomber SA, exploitant de l'aérodrome de Tetiaroa, en date du 10 septembre 2024 portant sur la mise en place d'un SPRA dans le cadre de la gestion du risque animalier sur l'aérodrome et de son analyse ;

Considérant que les animaux présents sur l'emprise de l'aérodrome peuvent représenter un risque direct pour la sécurité aérienne ;

Considérant le nombre de mouvements commerciaux annuels d'avions de longueur hors tout égale ou supérieure à douze mètres constatés, au cours des trois dernières années civiles consécutives, le risque animalier, la configuration et les infrastructures sur l'aérodrome de Tetiaroa,

Arrête :

#### **Article 1er**

Les mesures de prévention du risque animalier mises en œuvre par l'exploitant de l'aérodrome de Tetiaroa sont mises en œuvre de façon occasionnelle.

#### **Art. 2**

Les mesures appropriées d'effarouchement et de prélèvement d'animaux sont mises en œuvre de 30 minutes avant le lever du soleil et jusqu'à 30 minutes après le coucher du soleil pour tout mouvement commercial d'avion de longueur hors-tout égale ou supérieure à douze mètres, lorsque les services de la circulation aérienne sont rendus sur l'aérodrome et à chaque fois que la présence d'animaux, connue ou signalée, présente un risque de collision.

### **Art. 3**

En cas d'évolution de la situation faunistique ou du risque de collision avec les aéronefs et les animaux lors des opérations de décollage et d'atterrissage, l'exploitant de l'aérodrome peut, pendant une durée maximale de 6 mois, adapter la période de mise en œuvre des mesures d'effarouchement en dehors des périodes définies à l'article 2.

Il tient informé le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le directeur du service d'État de l'aviation civile en Polynésie française des adaptations prises et des motifs qui en sont à l'origine.

Lorsque la situation faunistique ou les conditions d'exploitation de l'aérodrome conduisent à devoir modifier pour une durée supérieure à douze mois, les périodes ou les mesures d'effarouchement et de prélèvement d'animaux définies à l'article 2, l'exploitant de l'aérodrome demande dans les meilleurs délais une modification des dispositions du présent arrêté.

### **Art. 4**

Les périodes d'effarouchement et de prélèvement d'animaux définies à l'article 2, et les éventuelles adaptations sont portées à la connaissance des usagers par la voie de l'information aéronautique par l'exploitant de l'aérodrome.

### **Art. 5**

L'exploitant de l'aérodrome de Tetiaroa est autorisé à procéder, sur l'emprise de l'aérodrome, à la destruction par tir des espèces animales envahissantes ou non protégées.

### **Art. 6**

En cas d'évolution de la situation faunistique ou du risque de collision avec les aéronefs et les animaux lors des opérations de décollage et d'atterrissage, l'exploitant d'aérodrome peut demander une dérogation aux interdictions de destruction de spécimens d'espèces animales protégées sans que cette dérogation soit de nature à nuire au maintien dans un état de conservation favorable, des populations des espèces protégées concernées du fait du caractère limité des effectifs prélevés au regard de l'abondance de ces espèces.

Il en tient informé le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le directeur du service d'État de l'aviation civile en Polynésie française.

### **Art. 7**

Les opérations de prélèvement par tir sont réalisées par le personnel habilité du service de prévention du risque animalier de l'aérodrome à jour de ses formations.

### **Art. 8**

Les opérations de prélèvement se font à l'aide d'armes à feu fusil de calibre 12.

### **Art. 9**

La collecte et la destruction des restes d'animaux par l'exploitant de l'aérodrome se fait conformément à l'arrêté n° 583 S du 9 avril 1954 réglementant l'hygiène et la salubrité publiques dans les Établissements français de l'Océanie, notamment son article 59.

### **Art. 10**

L'exploitant de l'aérodrome de Tetiaroa transmet à l'issue de chaque année civile un rapport décrivant les opérations de prélèvement réalisées sur la période concernée, complété d'une analyse évaluant l'impact des prélèvements et leur efficacité au regard de la prévention du risque animalier sur l'aérodrome.

Les modalités de l'autorisation de prélèvement pourront être revues chaque année au vu des bilans fournis et de l'évaluation du maintien de la nécessité à intervenir sur chaque espèce concernée.

### **Art. 11**

Les dispositions du présent arrêté peuvent faire l'objet de contrôles par les agents de l'autorité de surveillance (SEAC PF/DSURV/ANA).

### **Art. 12**

Le haut-commissaire de la République en Polynésie Française et le directeur du service d'État de l'aviation civile en Polynésie française, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Pour le haut-commissaire et par délégation : le secrétaire général du haut-commissariat,*  
Xavier MAROTEL



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 2/42, Page 1/2

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

##### **Arrêté n° HC 251 DIRAJ/BRE du 16 mai 2025 portant ouverture du local de rétention administrative**

NOR : ETA25300439AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et notamment ses articles 3 et 8 ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 611-1 2°, L. 611-3, L. 612-1, L. 612-2, L. 612-3, L. 612-6, L. 612-10, L. 612-12, L. 613 1 à L. 613-4, L. 614-1, L. 711-1, L. 711-2, L. 721-3 à L. 721-5, L. 722-3, L. 722 7, L. 740-1 à L. 744-17 et R. 613-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L. 121-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret du 31 août 2022 portant nomination de M. Éric SPITZ, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le décret du 18 octobre 2023 portant nomination de M. Xavier MAROTEL en qualité de secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 346 DMME/BRHT/tto du 15 avril 2025 portant délégation de signature à M. Xavier MAROTEL, secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 488 DIRAJ/BRE du 13 juin 2022 portant création d'un local de rétention administrative temporaire ;

Vu la convention du 13 juin 2022 relative à l'utilisation de chambres d'hôtel en vue de créer un local de rétention administrative temporaire, conclue avec M. Philippe VEDEL, directeur de la SARL Tahiti Airport Motel ;

Considérant qu'en application des textes susvisés, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur éloignement ;

Considérant la nécessité d'ouvrir le local de rétention administrative compte tenu de l'éloignement d'un étranger en situation irrégulière ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Arrête :

#### **Article 1er**

L'ouverture du local de rétention administrative temporaire dans les locaux de l'hôtel Tahiti Airport Motel débute le lundi 19 mai 2025 à 8 h pour une durée indéterminée.

#### **Art. 2**

La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par le service territorial de la police aux frontières de la Polynésie française.

### **Art. 3**

Le secrétaire général du haut-commissariat de la République, le directeur territorial de la police nationale de la Polynésie française et le chef de centre du local de rétention administrative temporaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché au haut-commissariat, publié sur le site internet du haut-commissariat et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Pour le haut-commissaire et par délégation : le secrétaire général du haut-commissariat,*  
Xavier MAROTEL



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 3/42, Page 1/2

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**Arrêté n° 2815-2025 VRPF/DABF du 13 mai 2025 fixant le montant de la subvention attribuée à la Polynésie française pour les dépenses de projets d'actions éducatifs et innovants, la prévention et traitement des difficultés scolaires, la scolarisation des élèves malades ou handicapés et la formation initiale et continue des enseignants**

NOR : ETA25300441AR

Le vice-recteur de la Polynésie française,

Vu la loi de finances n° 2025-127 du 14 février 2025 portant loi de finances de l'État pour 2025 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu l'arrêté n° HC 94 DMME/BRHT/tto du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à M. Thierry TERRET, vice-recteur de la Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué et portant délégation de signature pour l'exécution des dépenses et des recettes traitées sous chorus ;

Vu le courrier n° 02059-2025 VR/SG/CG de notification des moyens pour l'année civile 2025 de M. le vice-recteur de la Polynésie française en date du 21 mars 2025 ;

Vu le courrier n° 1001 MEE de M. le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur de la Polynésie française du 9 avril 2025 ;

Vu la délégation de crédits en autorisations d'engagement et crédits de paiement n° 2000002446 du 10 janvier 2025 au vice-rectorat de la Polynésie française sur le programme 0140 ;

Vu l'engagement juridique chorus n° 2104641048 visé par le contrôleur budgétaire sous couvert de M. l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française en date du 13 mai 2025,

Arrête :

#### Article 1er

Conformément à la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016, il est attribué à la collectivité de la Polynésie française, pour l'exercice 2025, une dotation imputable sur les crédits du programme 0140 d'un montant de 231 000 € (deux-cent-trente-et-un-mille euros), répartie comme suit :

Domaine fonctionnel	Code activité	Nature de la dépense	Montant
0140-01	014000CPCP01	Crédits pédagogiques - Enseignement préélémentaire	15 000 €
0140-02-02	014000CPCP02	Crédits pédagogiques - Enseignement élémentaire	29 675 €
0140-03-02	014000CPCP03	Crédits pédagogiques - Prévention et traitement des difficultés scolaires	3 287 €
0140-03-04	014000CPCP05	Crédits pédagogiques - Scolarisation des élèves malades ou handicapés	3 288 €
0140-04	014000FPOR02	Frais d'organisation de la formation continue des enseignants	179 750 €
		Total	231 000 €

Les crédits consacrés à la formation continue sont affectés et ne peuvent faire l'objet d'un redéploiement sans autorisation budgétaire préalable du ministère de l'éducation nationale.

Un compte rendu financier doit être adressé au vice-rectorat de Polynésie française dans un délai maximum de trois mois suivant la fin de l'exercice budgétaire 2025.

Art. 2

Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française et M. l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le vice-recteur de la Polynésie française,  
Thierry TERRET



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 4/42, Page 1/2

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

#### **Arrêté n° 2816-2025 VRPF/DABF du 13 mai 2025 fixant le montant de la subvention attribuée à la Polynésie française pour les dépenses pédagogiques et de fonctionnement du second degré**

NOR : ETA25300442AR

Le vice-recteur de la Polynésie française,

Vu la loi de finances n° 2025-127 du 14 février 2025 portant loi de finances de l'État pour 2025 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu l'arrêté n° HC 94 DMME/BRHT/tto du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à M. Thierry TERRET, vice-recteur de la Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué et portant délégation de signature pour l'exécution des dépenses et des recettes traitées sous chorus ;

Vu le courrier n° 02059-2025 VR/SG/CG de notification des moyens pour l'année civile 2025 de M. le vice-recteur de la Polynésie française en date du 21 mars 2025 ;

Vu le courrier n° 1001/MEE de M. le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur et de la culture de la Polynésie française du 9 avril 2025 ;

Vu les délégations de crédits en autorisations d'engagement et crédits de paiement n° 2000002325 du 9 janvier 2025 ET 20000014660 du 7 mars 2025 au vice-rectorat de la Polynésie française sur le programme 0141 ;

Vu l'engagement juridique chorus n° 2104641048, visé par le contrôleur budgétaire sous couvert de M. l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française en date du 13 mai 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Conformément à la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016, il est attribué à la collectivité de la Polynésie française, pour l'exercice 2025, une dotation, imputable sur les crédits du programme 0141 d'un montant de 5 592 059,05 € (cinq-millions-cinq-cent-quatre-vingt-douze-mille-cinquante-neuf euros et cinq centimes), répartie comme suit :

Domaine fonctionnel	Code activité	Nature de la dépense	Montant
0141-01	014100CPCP01	Autres crédits pédagogiques – enseignement collège	2 277 097,91 €
0141-02	014100CPCP02	Autres crédits pédagogiques – enseignement général et technologique en	744 900,24 €
0141-03	014100CPCP03	Autres crédits pédagogiques – enseignement professionnel	1 787 231,90 €
0141-05	014100CPCP04	Autres crédits pédagogiques – enseignement post-baccalauréat en lycée	310 396,45 €
0141-01	014100CPCP01	Autres crédits pédagogiques – enseignement collège	15 000,00 €
0141-02	014100CPCP02	Autres crédits pédagogiques – enseignement général et technologique en lycée	70 579,50 €
0141-03	014100CPCP03	Autres crédits pédagogiques – enseignement professionnel	40 000,00 €
0141-05	014100CPCP04	Autres crédits pédagogiques – enseignement post-baccalauréat en lycée	10 000,00 €
0141-08	014100FDMI01	Frais de déplacement – information et orientation	9 513,00 €
0141-10	014100FPER01	Organisation de la formation continue des personnels enseignants et d'orientation	321 487,00 €
0141-12-02	014100FDAU09	Frais de déplacement – personnel de direction	4 249,00 €
0141-12-05	014100FDAU11	Frais de déplacement – personnels administratifs (*)	1 604,05 €
Montant total			5 592 059,05 €

(\*) est déduit du montant de 4751 euros initialement prévu, l'acquisition de trois-cents clés One-time password (OTP) au profit de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) d'un montant de 3 146,95 euros (trois-mille-cent-quarante-six euros et 95 centimes) soit 1 604,05 euros restant à déléguer.

Les crédits consacrés à la formation continue (014100FPER01) sont affectés et ne peuvent faire l'objet d'un redéploiement sans autorisation budgétaire préalable du ministère de l'éducation nationale.

Un compte rendu financier doit être adressé au vice-rectorat de Polynésie française dans un délai maximum de trois mois suivant la fin de l'exercice budgétaire 2025.

Art. 2

Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française et M. l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le vice-recteur de la Polynésie française,  
Thierry TERRET



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE  
TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 5/42, Page 1/2

ACTES DU POUVOIR CENTRAL  
ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 2817-2025 VRPF/DABF du 13 mai 2025 fixant le montant de la subvention attribuée à la Polynésie française au titre de la participation de l'État à la charge des transports scolaires

NOR : ETA25300443AR

Le vice-recteur de la Polynésie française,

Vu la loi de finances n° 2025-127 du 14 février 2025 portant loi de finances de l'État pour 2025 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu l'arrêté n° HC 94 DMME/BRHT/tto du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à M. Thierry TERRET, vice-recteur de la Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué et portant délégation de signature pour l'exécution des dépenses et des recettes traitées sous chorus ;

Vu le courrier n° 02059-2025/VR/SG/CG de notification des moyens pour l'année civile 2025 de M. le vice-recteur de la Polynésie française en date du 21 mars 2025 ;

Vu le courrier n° 1001 MEE de M. le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur et de la culture de la Polynésie française du 9 avril 2025 ;

Vu la délégation de crédits en autorisations d'engagement et crédits de paiement n° 2000011040 du 21 février 2025 au vice-rectorat de la Polynésie française sur le programme 0214 ;

Vu l'engagement juridique chorus n° 2104641048, visé par le contrôleur budgétaire sous couvert de M. l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française en date du 13 mai 2025,

Arrête :

Article 1er

Conformément à la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016, il est attribué à la collectivité de la Polynésie française, pour l'exercice 2025, une dotation, imputable sur les crédits du programme 0214 d'un montant de 2 917 069 € (deux-millions-neuf-cent-dix-sept-mille-soixante-neuf euros), imputée comme suit :

Domaine fonctionnel	Code activité	Nature de la dépense	Montant
0214-10	021404DI0301	Transports scolaires outre-mer	2 917 069 €

Un compte rendu financier doit être adressé au vice-rectorat de Polynésie française dans un délai maximum de trois mois suivant la fin de l'exercice budgétaire 2025.

Art. 2

Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française et M. l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le vice-recteur de la Polynésie française,*  
Thierry TERRET



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 6/42, Page 1/18

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

**Arrêté n° 692 CM du 20 mai 2025 rendant exécutoire la délibération n° 3-2025 IIME du 24 mars 2025 du conseil d'administration de l'établissement Institut d'insertion médico-éducatif, portant adoption du budget primitif de l'Institut d'insertion médico-éducatif pour l'exercice 2025**

NOR : IME25201006AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 89-118 AT du 12 octobre 1989 portant création d'un établissement public administratif dénommé « Institut d'insertion médico-éducatif » ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1624 CM du 17 août 2022 portant nomination de Mme Marie PERRARD en qualité de directrice de l'Institut d'insertion médico-éducatif ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu le procès-verbal du conseil d'administration de l'établissement Institut d'insertion médico-éducatif en date du 27 mars 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 mai 2025,

Arrête :

#### Article 1er

Est rendue exécutoire la délibération n° 3-2025 IIME du 24 mars 2025 du conseil d'administration de l'établissement Institut d'insertion médico-éducatif, portant adoption du budget primitif de l'Institut d'insertion médico-éducatif pour l'exercice 2025.

Le budget est arrêté à la somme de 539 153 849 F CFP (cinq-cent-trente-neuf-millions-cent-cinquante-trois-mille-huit-cent-quarante-neuf francs CFP) en recettes et à la somme de 536 264 925 F CFP (cinq-cent-trente-six-millions-deux-cent-soixante-quatre-mille-neuf-cent-vingt-cinq francs CFP) en dépenses, se décomposant comme suit :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
Recettes (en F CFP)	504 153 849	35 000 000	539 153 849
Dépenses (en F CFP)	504 153 849	32 111 076	536 264 925
Résultat	0	2 888 924	2 888 924

**Art. 2**

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions, et le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

Pour le Président absent :

*La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,*

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

*La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,*

Minarii GALENON-TAUPUA

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,*

Warren DEXTER

**Annexe - Institut d'insertion médico-éducatif - budget primitif - exercice 2025****DELIBERATION N° 03 /2025/IIME du 24 mars 2025****Portant adoption du budget primitif de l'Institut d'Insertion Médico-Educatif pour l'exercice 2025**

- VU la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- VU la délibération n°89-118/AT du 12 octobre 1989 modifiée portant création d'un établissement public dénommé "Institut d'Insertion Médico-Educatif" ;
- VU la délibération n°95-205/AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- VU l'arrêté n°580/CM du 05 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;
- VU l'arrêté n°26-2024 APF/SG du 26 avril 2024 modifié prenant acte de l'élection des représentants au sein des commissions et organismes extérieurs de l'assemblée de la Polynésie française ;
- VU l'arrêté n°1624/CM du 17 août 2022 portant nomination de madame Marie PERRARD en qualité de directrice de l'Institut d'Insertion Médico-Educatif ;
- VU l'arrêté n°310/PR du 23 février 2024 portant nomination de monsieur Philippe KERFOURN en qualité de membre du conseil d'administration de l'établissement public administratif dénommé Institut d'insertion médico-éducatif ;

**Après en avoir délibéré en sa séance du 24 mars 2025 ;**

**ADOpte :**


**Article 1<sup>er</sup>.** Le budget primitif de l'Institut d'Insertion Médico Educatif pour l'exercice 2025 arrêté en recettes à **539 153 849 francs cfp** (cinq cent trente-neuf millions cent cinquante-trois mille huit cent quarante-neuf francs cfp) et en dépenses à la somme de **536 264 925 francs cfp** (cinq cent trente-six millions deux cent soixante-quatre mille neuf cent vingt-cinq francs cfp) est approuvé.

Il se décompose comme suit :


	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en Capital	Total
Recettes (en F CFP)	504 153 849	35 000 000	539 153 849
Dépenses (en F CFP)	504 153 849	32 111 076	536 264 925
Résultat (en F CFP)	0	+2 888 924	2 888 924

**Article 2 :** La directrice, ordonnateur de l'établissement et le Payeur de la Polynésie française, agent comptable de l'établissement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

UN ADMINISTRATEUR

  
Philippe KERFOVEN

INSTITUT D'INSERTION  
Conseil  
d'Administration  
MEDICO-ÉDUCATIF

LA PRESIDENTE DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION  
  
Minarii GALENON-TAUPUA

**BUDGET PRINCIPAL**

**INSTITUT D'INSERTION MEDICO EDUCATIF**

**BUDGET PRIMITIF DE l'EXERCICE 2025**

CADRE 2  
( DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 7 )

NUMEROS			CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROGRAMMES		MONTANTS DES RECETTES				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	BUDGET Exercice 2024 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2024 à la date du 17/04/25 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2025 (3)	DIFFERENCE  (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
70				SECTION I - FONCTIONNEMENT					
				VENTES DE MARCHANDISES					
	1			VENTES PRODUITS FINIS	250 000	169 000	250 000	0	
	6			PRESTATIONS SERVICES	250 000	169 000	250 000	0	
	8			PRODUITS DES ACTIVITES ANNEES	95 000 000	85 778 803	95 000 000	0	
					14 200 000	11 590 997	14 100 000	- 100 000	
				Sous-total 708	14 200 000	11 590 997	14 100 000	- 100 000	
				Total chapitre 70.....	109 450 000	97 538 800	109 350 000	- 100 000	
74				SUBVENTION EXPLOITATION					
	4			SUBVENTION FONCTIONNEMENT DE POLYNESIE FRANCAISE	380 200 000	380 000 000	380 000 000	- 200 000	
				Sous-total 744	380 200 000	380 000 000	380 000 000	- 200 000	
	8			AUTRES SUBVENTIONS EXPLOITATION	0	190 000	0	0	
				Sous-total 748	0	190 000	0	0	
				Total chapitre 74.....	380 200 000	380 190 000	380 000 000	- 200 000	
75				AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE					
	8			DIVERS AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	5 489 200	6 823 076	5 212 453	- 276 747	
				Sous-total 758	5 489 200	6 823 076	5 212 453	- 276 747	
				Total chapitre 75.....	5 489 200	6 823 076	5 212 453	- 276 747	
77				PRODUITS EXCEPTIONNELS					
	1			PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATION GESTION EXERC	3 200 000	3	2 000 000	- 1 200 000	
				Sous-total 771	3 200 000	3	2 000 000	- 1 200 000	
	6			PRODUITS ISSUS DE LA NEUTRALISATION AMORTISSEMENT	7 098 564	7 098 564	7 098 564	0	
				Sous-total 776	7 098 564	7 098 564	7 098 564	0	
	7			QUOTE-PART SUBVENTIONS INVEST VIREE AUX RESULT EXE	1 471 425	809 951	492 832	- 978 593	
				Sous-total 777	1 471 425	809 951	492 832	- 978 593	
				Total chapitre 77.....	11 769 989	7 908 518	9 591 396	- 2 178 593	
				TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT .....	506 909 189	492 460 394	504 153 849	- 2 755 340	

CADRE 1  
( DEVELOPEMENT DES CREDITS CLASSE 6 )

NUMEROS			CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				OBSERVATION
Chap	Art	Sous-Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2024 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2024 à la date du 17/04/25 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2025 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)
SECTION I - FONCTIONNEMENT								
60	6			ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	44 830 000	42 995 172	41 350 000	- 3 480 000
				ACHATS APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	44 830 000	42 995 172	41 350 000	- 3 480 000
				Sous-total 606	44 830 000	42 995 172	41 350 000	- 3 480 000
				Total chapitre 60.....				
61				ACHATS DE SOUS-TRAITEMENT ET SERVICES EXTERIEURES				
				LOCATIONS	3 100 000	2 521 060	2 900 000	- 200 000
				Sous-total 613	3 100 000	2 521 060	2 900 000	- 200 000
				TRAVAUX ENTRETIEN ET REPARATIONS	8 770 588	7 199 005	11 170 588	2 400 000
				Sous-total 615	8 770 588	7 199 005	11 170 588	2 400 000
				PRIMES ASSURANCES	4 446 165	4 446 165	4 552 211	106 046
				Sous-total 616	4 446 165	4 446 165	4 552 211	106 046
				DIVERS	55 000	41 357	55 000	0
				Sous-total 618	55 000	41 357	55 000	0
				Total chapitre 61.....	16 371 753	14 207 587	18 677 799	2 306 046
62				AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'ACTI				
				PUBLICITE INFORMATION PUBLICATION	250 000	171 959	250 000	0
				Sous-total 623	250 000	171 959	250 000	0
				TRANSPORTS DE BIENS ET TRANSPORTS COLLECTIFS PERSO	1 000 000	411 255	500 000	- 500 000
				Sous-total 624	1 000 000	411 255	500 000	- 500 000
				DEPLACEMENTS MISSIONS ET RECEPTIONS	1 000 000	703 835	850 000	- 150 000
				Sous-total 625	1 000 000	703 835	850 000	- 150 000
				FRAIS POSTAUX ET TELECOMMUNICATIONS	2 840 000	2 386 209	2 840 000	0
				Sous-total 626	2 840 000	2 386 209	2 840 000	0
				CHARGES EXTERNES DIVERSES	15 590 000	14 498 155	12 950 000	- 2 640 000
Sous-total 628				15 590 000	14 498 155	12 950 000	- 2 640 000	
Total chapitre 62.....				20 680 000	18 171 413	17 390 000	- 3 290 000	
63				IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSILILES				
				IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES SIREM AUT OR	922 920	922 920	0	- 922 920
				Sous-total 633	922 920	922 920	0	- 922 920
				AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	600 000	571 830	450 000	- 150 000
Sous-total 637				600 000	571 830	450 000	- 150 000	
Total chapitre 63.....				1 522 920	1 494 750	450 000	- 1 072 920	

CADRE 1  
( DEVELOPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4 )

NUMEROS			CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHERS ET PROGRAMMES		MONTANTS DES CREDITS					
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2024 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2024 à la date du 17/04/25 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2025 (3)	DIFFERENCE  (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
64					SECTION I - FONCTIONNEMENT					
					CHARGES DE PERSONNEL					
	1				REMUNERATION PERSONNEL PERMANENT ET S/EMPLOI BLOQ	246 834 090	242 289 906	258 088 552	11 254 462	
	3				Sous-total 641	675 000	670 980	1 491 100	816 100	
	5				REMUNERATION PERSONNEL SUR CREDITS	675 000	670 980	1 491 100	816 100	
	6				CHARGES SOCIALES CPS	96 612 792	73 342 704	77 379 878	- 19 232 914	
	7				Sous-total 645	96 612 792	73 342 704	77 379 878	- 19 232 914	
65					REMUNERATIONS DIVERSES (VACATIONS....)	76 332 784	66 081 809	49 249 331	- 27 083 453	
					Sous-total 646	76 332 784	66 081 809	49 249 331	- 27 083 453	
					AUTRES CHARGES SOCIALES	850 000	584 627	850 000	0	
					Sous-total 647	850 000	584 627	850 000	0	
					Total chapitre 64.....	421 304 666	382 970 026	387 058 861	- 34 245 805	
	1				AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 190 000	216 513	1 100 000	- 90 000	
	4				REDEVANCES BREVETS LICENCES MARQUES PROCEDES	1 190 000	216 513	1 100 000	- 90 000	
66					CHARGES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	0	0	2 627 189	2 627 189	
					Sous-total 651	0	0	2 627 189	2 627 189	
	8				CHARGES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	0	0	2 627 189	2 627 189	
					DIVERS.AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	300 000	230 098	300 000	0	
					Sous-total 654	300 000	230 098	300 000	0	
					Sous-total 658	300 000	230 098	300 000	0	
					Total chapitre 65.....	1 490 000	446 611	4 027 189	2 537 189	
67					CHARGES EXCEPTIONNELLES					
	1				CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATION GEST EXERCI.	100 000	8 917	100 000	0	
					Sous-total 671	100 000	8 917	100 000	0	
	5				VALEURS COMPTABLES DES ELEMENTS ACTIFS CEDES	13 743 883	13 743 883	0	- 13 743 883	
					Sous-total 675	13 743 883	13 743 883	0	- 13 743 883	
	8				AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	100 000	0	100 000	0	
					Sous-total 678	100 000	0	100 000	0	
68					Total chapitre 67.....	13 943 883	13 752 800	200 000	- 13 743 883	
					DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS					
	1				DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	38 700 000	38 562 380	35 000 000	- 3 700 000	
					Sous-total 681	38 700 000	38 562 380	35 000 000	- 3 700 000	
					Total chapitre 68.....	38 700 000	38 562 380	35 000 000	- 3 700 000	
					TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT .....	558 843 222	512 600 739	504 153 849	- 54 689 373	

CADRE 3

(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

Feuillet 4

DEPENSES		Section I - FONCTIONNEMENT			RECETTES	
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES	
60	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	41 350 000	70	VENTES DE MARCHANDISES	109 350 000	
61	ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEUR	18 677 799	74	SUBVENTION EXPLOITATION	380 000 000	
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'AC	17 390 000	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	5 212 453	
63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSILILES	450 000	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	9 591 396	
64	CHARGES DE PERSONNEL	387 058 861				
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	4 027 189				
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	200 000				
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	35 000 000				
	Total des DEPENSES ...	504 153 849		Total des RECETTES ...	504 153 849	
	Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement à la section II)			Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement de la section II)		
	Montant TOTAL ....	504 153 849		Montant TOTAL ....	504 153 849	

CADRE 2

( DEVELOPEMENT DES RECETTES CLASSE 1-2-3-4 )

Feuillet 5

NUMEROS			CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHEs ET PROGRAMMES	MONTANTS DES RECETTES				
Chap	Art	Parag Sous Parag		Programme	BUDGET Exercice 2024 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2024 à la date du 17/04/25 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2025 (3)	DIFFERENCE  (4 = 3 - 1)
21	1		SECTION II - OPERATION EN CAPITAL  IMMOBILISATIONS CORPORELLES TERRAINS	13 743 883	13 743 883	0	- 13 743 883	
		13 743 883		13 743 883	0	- 13 743 883		
		13 743 883		13 743 883	0	- 13 743 883		
28	0		AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 549 031	1 549 031	28 877	- 1 520 154	
		1 549 031		1 549 031	28 877	- 1 520 154		
		30 052 405		37 013 349	27 872 559	- 2 179 846		
		30 052 405		37 013 349	27 872 559	- 2 179 846		
		7 098 564		0	7 098 564	0		
4			AMMORT IMMOB CORPORA CHARGE RENOUV NON A L'ETABL	7 098 564	0	7 098 564	0	
			Sous-total 284	38 700 000	38 562 380	35 000 000	- 3 700 000	
			Total chapitre 28.....					
			TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL .....	52 443 883	52 306 263	35 000 000	- 17 443 883	

CADRE 1  
( DEVELOPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4 )

NUMEROS		CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES		MONTANTS DES CREDITS				OBSERVATION
Chap	Art	Parag	Programme	BUDGET Exercice 2024 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2024 à la date du 17/04/25 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2025 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	
		INTITULES						
		SECTION II - OPERATION EN CAPITAL						
10	2		CAPITAL ET RESERVES APPORTS	7 098 564	7 098 564	7 098 564	0	
			Sous-total 102	7 098 564	7 098 564	7 098 564	0	
13			Total chapitre 10.....	7 098 564	7 098 564	7 098 564	0	
9			SUBVENTION INVESTISSEMENT	1 471 425	809 951	492 832	- 978 593	
			SUBVENTION INVESTISSEMENT INSCRITE AU CPTE RESULTAT	1 471 425	809 951	492 832	- 978 593	
			Sous-total 139	1 471 425	809 951	492 832	- 978 593	
20			Total chapitre 13.....	1 471 425	809 951	492 832	- 978 593	
			IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	100 000	0	0	- 100 000	
5			CONCESSIONS DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES.....	100 000	0	0	- 100 000	
			Sous-total 205	100 000	0	0	- 100 000	
			Total chapitre 20.....	100 000	0	0	- 100 000	
21			IMMOBILISATIONS CORPORELLES	500 000	395 500	0	- 500 000	
2			AGENCEMENTS AMENAGEMENTS TERRAINS	500 000	395 500	0	- 500 000	
3			CONSTRUCTIONS	5 000 000	0	0	- 5 000 000	
5			INSTALLATIONS TECHNIQUES MATERIELS ET OUTILLAGES	5 000 000	0	0	- 5 000 000	
			Sous-total 213	119 980	119 980	0	- 119 980	
8			Sous-total 215	119 980	119 980	0	- 119 980	
			Sous-total 218	50 595 666	5 265 072	24 519 680	- 26 075 986	
			Sous-total 218	50 595 666	5 265 072	24 519 680	- 26 075 986	
			Total chapitre 21.....	56 215 646	5 780 552	24 519 680	- 31 695 966	
23			IMMOBILISATIONS EN COURS	42 800 000	0	0	- 42 800 000	
1			IMMOBILISATIONS EN COURS	42 800 000	0	0	- 42 800 000	
			Sous-total 231	42 800 000	0	0	- 42 800 000	
			Total chapitre 23.....	42 800 000	0	0	- 42 800 000	
			TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL .....	107 685 635	13 689 067	32 111 076	- 75 574 559	

CADRE 3

(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

Feuille 7

Section II - OPERATION EN CAPITAL					RECETTES	
DEPENSES		INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES
NUMEROS des POSTES						
10	CAPITAL ET RESERVES		7 098 564	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35 000 000
13	SUBVENTION INVESTISSEMENT		492 832	28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		24 519 680			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS					
		Total des DEPENSES ....	32 111 076		Total des RECETTES ....	35 000 000
	Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement à la section I) Augmentation du fonds de roulement				Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement de la section I) Diminution du fonds de roulement	
		Montant TOTAL .....	35 000 000		Montant TOTAL .....	35 000 000
		TOTAL BRUT DES DEPENSES ...	539 153 849		TOTAL BRUT DES RECETTES ....	539 153 849
	A déduire : dépenses internes (Virements entre sections)				A déduire : recettes internes (Virements entre sections)	
		TOTAL NET DES DEPENSES .....	539 153 849		TOTAL NET DES RECETTES ....	539 153 849

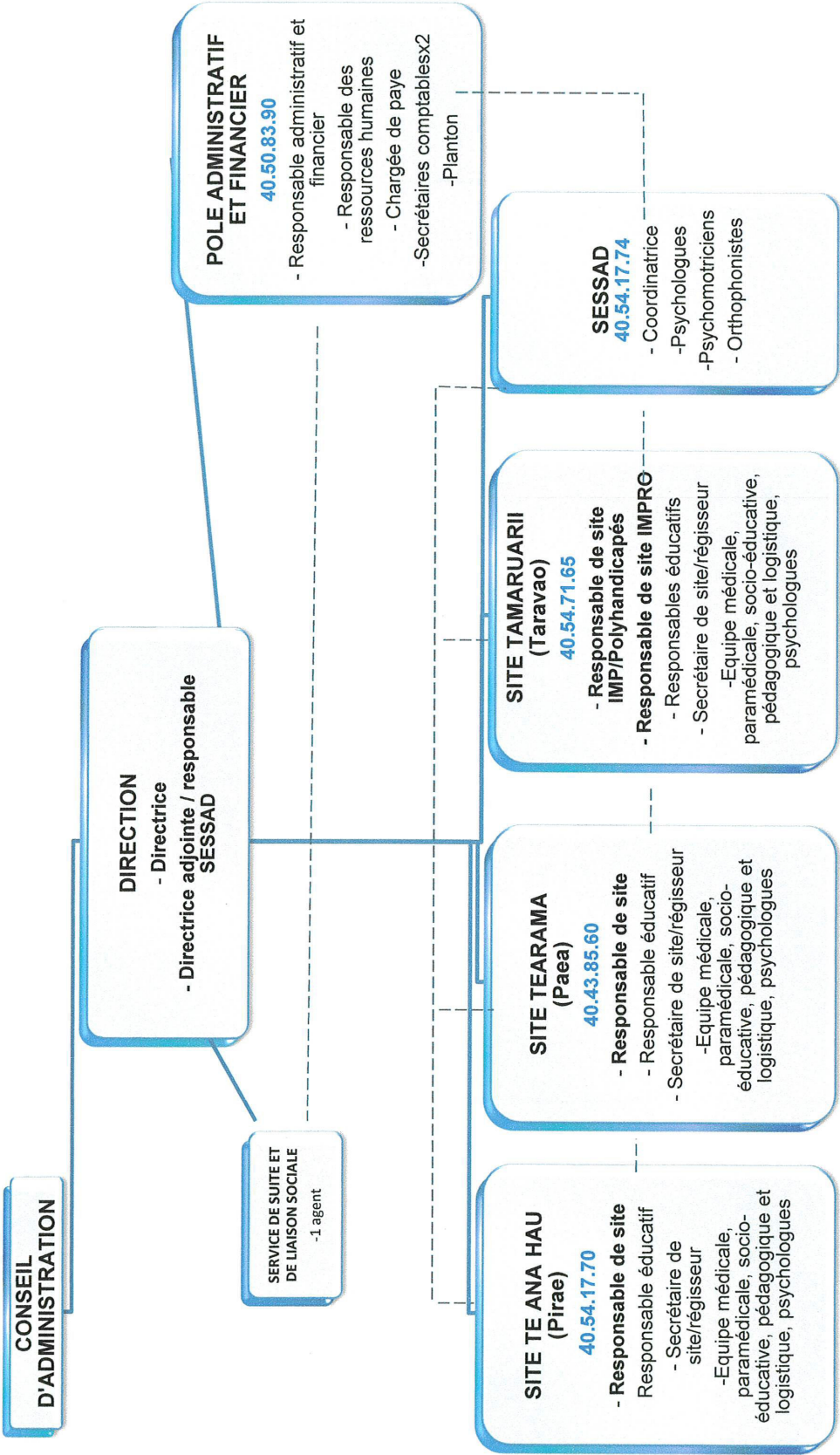
**ANNEXE 2 BIS -ANNEE 2025**

de l'arrêté instituant un suivi des effectifs par postes budgétaires et des accessoires de rémunération dans les établissements publics de la Polynésie française

Libellé prime	Référence réglementaire	Type d'emploi	Montant minimum	Montant maximum	Montant total versé annuellement	Nombre d'agents en ETP concernés annuellement
<b>TOTAL PRIMES</b>						
Libellé indemnité	Référence réglementaire	Type d'emploi	Montant minimum (pour un agent)	Montant maximum (pour un agent)	Montant total versé annuellement (en brut)	Nombre d'agents en ETP concernés annuellement
Sujétions	Délibération n°14/2012/IIME du 19/10/2012	Responsable de site	-	20 000	648 000	3
Régisseur	Arrêté du 28 mai 1993 et arrêté du 3 septembre 2001	Secrétaire de site	3 000	10 000	15 000	3
Kilométriques	Délibération n°14/2002/IIME du 25 octobre 2002	Educateur sportif / Agent SSLIS	-	250 000	331 860	4
<b>TOTAL PRIMES</b>						#REF!
				<b>TOTAL PRIMES ET INDEMNITES</b>		

HEURES SUPPLEMENTAIRES		
Type d'emploi	Montant total versé annuellement	Nombre d'agents en ETP concernés annuellement
TOTAL		

INDEMNITES HORAIRES		
Type d'emploi	Montant total versé annuellement	Nombre d'agents en ETP concernés annuellement
TOTAL		





Parc automobile au 01/01/2025

Site d'affectation	Immatriculation	Type de véhicule + nb places	Nb de places assises enfants	Date mise en service	Observations	
VEHICULES DE TRANSPORT SCOLAIRE						
1	PIRAE	6708D	Hyundai County 29p	27	09/07/2008	Transport enfants / réserve
2	PAEA	6779D	Hyundai County 29p	27	24/07/2009	Transport enfants / réserve
3	PIRAE	7052D	Mercedes UrbanFoz 28p	26	16/06/2015	Transport enfants
4	PAEA	7222D	YUTONG 23p	21	05/10/2017	Transport enfants
5	PIRAE	7259D	YUTONG 23p	21	29/12/2017	Transport enfants
6	TARAVAO	7348D	Ford Transit Custom 7p	6 + 1 fauteuil roulant		Transport enfants
7	TARAVAO	7631D	Bus YUTONG ZK6555H9 32 PL	30	20/01/2021	Transport enfants
8	TARAVAO	7632D	Bus YUTONG ZK6555H9 32 PL	30	20/01/2021	Transport enfants
9	PAEA	7636D	FORD TRANSIT 9 PL	8	20/01/2021	Transport enfants
10	TARAVAO	7637D	FORD TRANSIT 9 PL	8	20/01/2021	Transport enfants
11	TARAVAO	7051D	Peugeot BOXER 8p	6 fauteuils roulants + 1 assise		Transport enfants en fauteuil roulant
VEHICULES DE TRANSPORT EN JOURNEE POUR LES ACTIVITES DES GROUPES						
VEHICULES DE SERVICE						
12	PAEA	6709D	Peugeot Partner	22/07/2008	Service	Personnel technique coordonnateur transport
13	PAEA	6959D	Dacia DUSTER	25/10/2013	Service	Personnels administratifs et responsable du site
14	PIRAE	6960D	Dacia DUSTER	25/10/2013	Service	Personnels administratifs et responsable du site
15	TARAVAO	8091D	Renault Kangoo Express	31/07/2023	Service LLD de 4 ans	Personnels administratifs et responsable du site
16	PIRAE	8092D	Renault Kwid	31/08/2023	SESSAD LLD de 4 ans	Equipes éducatives
17	PAPEETE	7064D	Vespa Piaggio 125cc	07/10/2015	Factotum	Equipes éducatives
18	TARAVAO	7448D	Kia Motors camionnette plateau K2700	19/09/2019	Service	Equipes éducatives
19	PAPEETE	8087D	Hyundai I20	08/10/2024	Service/direction LLD de 4 ans	Personnels administratifs et direction
20	PIRAE	7635D	FORD TRANSIT 9 PL	20/01/2021	Transport enfants	Equipes éducatives

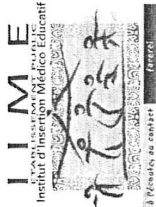
LLD : Location longue durée

TARAVAO = Site d'accueil

PAEA = Site d'accueil

PIRAE = Site d'accueil-SESSAD (section d'éducation spéciale et de soins à domicile)

PAPEETE = Direction



ANNEXE N°4

SITUATION DES PROGRAMMES DE L'EXERCICE 2025						
CODE PROGRAMME	N°:	N°:	N°:	N°:	N°:	Observations
LIBELLE DU PROGRAMME						
Préciser si RA ou RF(1)						
REFERENCE DU FINANCEMENT						
Imputations en fonctionnement						
Article :	MONTANT	MONTANT	MONTANT	MONTANT	MONTANT	
Article :						
Article :						
Article :						
Article :						
Article :						
Total des dépenses en fonctionnement	MONTANT	MONTANT	MONTANT	MONTANT	MONTANT	
Imputations en investissement						
Article :						
Article :						
Article :						
Article :						
Article :						
Article :						
Total des dépenses en investissement						
TOTAL GENERAL						

(1) RA : Ressources Affectées - RF : Recettes Fléchées



TABEAU DE L'ETAT DE LA DETTE AU TITRE DE L'EXERCICE 2025

Organisme prêteur	Date de l'emprunt	Durée de l'emprunt	Montant du capital emprunté	Montant du capital à rembourser	Montant des intérêts à rembourser	Observations
NEANT						



ANNEXE N°6											
ETAT RECAPITULATIF DE L'ACTIF PROVISOIRE AU 31.12.2024 - AMORTISSEMENT 2025											
LIBELLES	Voi brute 01/01/2023	Acquisitions 2023	Sorties 2023	Voi brute 31/12/2023	Durée	Taux	Cumul des amort. au 31/12/2023	Amort. annuel 2024	Sortie Amortissement 2023	Cumul amort. 2024	Voi nette compt 31/12/2024
203 - Frais de recherche et de développement	4 559 550	0	0	4 559 550	3	33,33%	4 559 550	0	0	4 559 550	0
205-3 - Concessions, brevets, licences (logiciels)	5 546 509	0	0	5 546 509	3	33,33%	5 488 746	28 877	0	5 517 623	28 886
211-56 Terrains bâtis reçus en affectation	181 562 000	0	0	181 562 000	0	0%	0	0	0	0	181 562 000
211-58 Autres terrains bâtis	13 743 883	0	13 743 883	0	0	0%	13 743 883	0	13 743 883	0	0
212-57 - Agencement-aménagement terrains bâtis acquis	17 518 941	395 500	0	17 914 441	0	0	11 297 626	1 394 280	0	12 691 906	5 222 535
213-16 - Bâtiments affectés ou reçus en dotation	141 971 282	0	0	141 971 282	20	5%	100 068 332	7 098 564	0	107 166 896	34 804 386
213-18 - Constructions Autres batiments (+ OPORD 2/2020)	165 712 153	0	0	165 712 153	20	5%	17 496 508	3 372 447	0	20 867 955	144 844 198
213-57 - Installations techn./agencis	89 786 505	0	0	89 786 505	10	10%	74 679 621	3 466 658	0	78 146 279	11 640 226
213-58 - Autres Installations techn./agencis	524 980	0	0	524 980	10	10%	524 980	0	0	524 980	0
214-8 - Construction réseau (VRD) sur sol d'autrui	2 717 872	0	0	2 717 872	10	10%	2 717 872	0	0	2 717 872	0
215-3 - Installations à caractère spécifique	6 818 828	0	0	6 818 828	10	10%	5 833 270	492 777	0	6 326 047	492 781
215-47 - Matériel acquis	1 831 357	0	0	1 831 357	5	20%	1 831 357	0	0	1 831 357	0
215-5 - Outillage	3 533 281	119 980	0	3 653 261	5	20%	2 153 159	416 087	0	2 569 246	1 084 015
216-17 - Installations gles. agcts, aménagts divers acquis	82 844 237	3 751 333	0	86 595 570	5	20%	62 958 540	6 662 471	0	69 621 011	16 974 559
216-18 - Installations gles. agcts, aménagts divers	474 450	0	0	474 450	5	20%	474 450	0	0	474 450	0
216-2 - Matériel de transport	128 382 606	0	0	128 382 606	5	20%	110 062 606	9 160 000	0	119 222 606	9 160 000
216-31 - Matériel de Bureau	2 979 924	0	0	2 979 924	5	20%	2 455 604	204 624	0	2 660 228	319 696
216-32 Matériel Informatique	12 952 100	226 073	0	13 178 173	5	20%	8 998 124	1 272 145	0	10 270 269	2 907 904
216-4 - Mobilier	30 389 661	1 175 835	0	31 565 496	5	20%	29 532 904	624 298	0	30 157 202	1 408 294
216-8 - Matériel divers	11 019 666	0	0	11 019 666	5	20%	8 206 556	790 760	0	8 997 316	2 022 350
231 - Immobilisations corporelles en cours	120 000	0	0	120 000	0	0	0	0	0	0	120 000
275 - Dépôts	125 118	0	0	125 118	0	0	0	0	0	0	125 118
TOTAL GENERAL :	905 114 903	5 688 721	13 743 883	897 039 741			463 082 688	34 983 988	13 743 883	484 322 793	412 716 948



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 7/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

#### **Arrêté n° 693 CM du 20 mai 2025 portant cession gratuite de plants à l'association Brigade Verte**

*NOR : SDR25200962AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2020-34 du 8 octobre 2020 relative aux relations entre l'administration de la Polynésie française et ses usagers ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 168 CM du 17 février 2017 modifié portant création et organisation de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 1760 CM du 26 août 2021 modifié fixant les tarifs de cession du matériel végétal produit dans les pépinières de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 1689 CM du 20 septembre 2024 modifiant les articles A. 610-1 et A. 610-2 du code du patrimoine de la Polynésie française ;

Considérant que les dispositions de l'article LP. 91 de la LP. 2021-53 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens immobiliers dépendant du domaine privé ou du domaine public du territoire, donne la possibilité au conseil des ministres d'autoriser des cessions gratuites pour des motifs liés à la sauvegarde de l'emploi, à l'amélioration des conditions de vie ou du service public, ou d'ordre social ;

Considérant que l'association Brigade Verte de part son action, œuvre pour la préservation de l'environnement et donc pour l'amélioration des conditions de vie ;

Vu la demande du chef de projet du 14 avril 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 mai 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Est autorisée la cession à titre gratuit de 50 plants appartenant à la Polynésie française au profit de l'association Brigade Verte, listés comme suit :

- 10 tou ;
- 5 caramboliers ;
- 5 fruits de la passion ;
- 5 néfliers ;

- 4 manguiers ;
- 4 goyaviers ;
- 4 acacias ;
- 4 vétivers ;
- 3 noix de cajou ;
- 3 miro ;
- 3 motoi.

#### **Art. 2**

Les plants seront fournis par la pépinière de la direction de l'agriculture de Papara et devront y être récupérés par le bénéficiaire dans un délai d'un mois à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

#### **Art. 3**

Le bénéficiaire a obligation de communiquer sur tous ses supports, que les plants ont été cédés gratuitement par la Polynésie française.

#### **Art. 4**

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

Pour le Président absent :

*La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,*

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 8/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

#### **Arrêté n° 694 CM du 20 mai 2025 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'école hôtelière de Tahiti pour financer le fonctionnement de la mission pour la persévérance scolaire sur la période de janvier à juin 2025**

NOR : DEE25201075AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'école hôtelière de Tahiti pour l'exercice 2025 en date du 25 février 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 mai 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 1 320 000 F CFP (un-million-trois-cent-vingt-mille francs CFP) en faveur de l'école hôtelière de Tahiti pour financer le fonctionnement de la mission pour la persévérance scolaire sur la période de janvier à juin 2025.

**Art. 2**

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96905, centre de travail 8138-F, article 657 « subventions ».

**Art. 3**

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1<sup>re</sup> fraction de 50 %, soit 660 000 F CFP (six-cent-soixante-mille francs CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit 660 000 F CFP (six-cent-soixante-mille francs CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

**Art. 4**

L'école hôtelière de Tahiti s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2026, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

**Art. 5**

À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1<sup>er</sup>, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

**Art. 6**

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'école hôtelière de Tahiti et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

Pour le Président absent :

*La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,*

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,*  
Warren DEXTER

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 9/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

#### **Arrêté n° 695 CM du 20 mai 2025 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Papara pour financer les travaux sur le système de vidéoprotection**

NOR : DEE25201231AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège de Papara pour l'exercice 2025 en date du 3 avril 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 mai 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 494 386 F CFP (quatre-cent-quatre-vingt-quatorze-mille-trois-cent-quatre-vingt-six francs CFP) en faveur du collège de Papara pour financer les travaux sur le système de vidéoprotection.

#### **Art. 2**

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96902, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

### Art. 3

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1<sup>re</sup> fraction de 50 %, soit 247 193 F CFP (deux-cent-quarante-sept-mille-cent-quatre-vingt-treize francs CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit 247 193 F CFP (deux-cent-quarante-sept-mille-cent-quatre-vingt-treize francs CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

### Art. 4

Le collège de Papara s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2026, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

### Art. 5

À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1<sup>er</sup>, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

### Art. 6

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Papara et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

Pour le Président absent :

*La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,*

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,*

Warren DEXTER

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPAIA



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 10/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

**Arrêté n° 696 CM du 20 mai 2025 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Lire Sous le Vent pour financer l'organisation du Salon du livre de Ra'iātea, au titre de l'année 2025**

NOR : SCP25200755AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes (erratum publié au JOPF n° 89 NC du 7 novembre 2017 à la page 16424) ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 18 février 2025 formulée par le président de l'association Lire Sous Le Vent, pour l'exercice 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 mai 2025,

Arrête :

#### Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 200 000 F CFP (deux-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association Lire Sous le Vent pour financer l'organisation du Salon du livre de Ra'iātea, au titre de l'année 2025.

#### Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96801, article 6574, centre de travail 7502-F.

#### Art. 3

La subvention sera versée sur le compte de l'association Lire Sous le Vent selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP), au plus tôt à compter de la notification du présent arrêté ;
- le solde de 50 %, soit 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP) sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

#### Art. 4

L'association Lire Sous le Vent s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine les pièces justificatives du premier versement et du solde de la subvention ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses correspondantes attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté, au plus tard le 31 mars 2026.

#### Art. 5

À défaut de présentation de justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

#### Art. 6

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Lire Sous le Vent et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

Pour le Président absent :

*La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,*

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,*  
Warren DEXTER

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 11/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Présidence

#### **Arrêté n° 951 PR du 20 mai 2025 portant modification de l'arrêté n° 1235 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des responsables de service**

NOR : CAU25503785AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1064 AT du 16 juillet 1985 modifiée créant un service territorial dénommé service de la délégation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 97-87 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la direction des affaires foncières ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Sous-le-Vent, des îles Tuamotu-Gambier, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 2788 FT du 23 novembre 1961 portant création d'un centre de sous-ordonnancement aux îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 462 FT du 23 juin 1978 portant création d'un centre de sous-ordonnancement aux Australes ;

Vu l'arrêté n° 128 CM du 26 janvier 1998 modifié créant une recette des impôts ;

Vu l'arrêté n° 185 CM du 4 février 1998 modifié relatif à la recette particulière de l'enregistrement, des domaines et de la conservation des hypothèques ;

Vu l'arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010 modifié relatif au service dénommé direction des impôts et des contributions publiques ;

Vu l'arrêté n° 1840 CM du 12 décembre 2013 modifié portant création et organisation de la direction du budget et des finances ;

Vu l'arrêté n° 1235 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des responsables de service,

Arrête :

#### **Article 1er**

L'article 3 de l'arrêté 1235 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des responsables de service est ainsi modifié :

Le 2° est rédigé ainsi qu'il suit :

« 2° Au titre de la circonscription des îles Australes : délégation est donnée au profit du tāvana hau pour accomplir les actes d'ordonnancement des recettes et des dépenses du budget général de la Polynésie française et des comptes spéciaux imputables sur les crédits délégués à la circonscription, ainsi que ceux liquidés par les services déconcentrés de cet archipel à l'exclusion des ordres de réquisition du comptable.

En cas d'absence ou d'empêchement du tāvana hau, les mêmes pouvoirs sont délégués au secrétaire général de ladite circonscription. »

## **Art. 2**

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le Président absent : la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,*

Minarii GALENON-TAUPUA



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 12/42, Page 1/4

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Présidence

**Arrêté n° 953 PR du 20 mai 2025 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Tatatua, sis à Tautira, île de Tahiti, au profit de Mme Tetuanui TCHING, pour y exercer une activité de restauration de type rapide**

NOR : SDT25505696AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 6049 MLA du 8 juillet 2014 modifié portant affectation de plusieurs parcelles cadastrées commune de Taïarapu-Est, section de commune de Tautira, sections AI et AK, au profit du service du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu le courrier de Mme TCHING réceptionné le 24 avril 2025 au service du tourisme,

Arrête :

##### Article 1er

L'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Tatatua, sis à Tautira, île de Tahiti, d'une superficie de 35 mètres carrés, est renouvelée au profit de Mme Tetuanui, Ah Lan, Mélodie TCHING, domiciliée à Tautira Village, dénommée « le bénéficiaire » dans le présent arrêté.

Et tel que l'emplacement figure sur le plan joint au présent arrêté.

##### Art. 2

Cette occupation est destinée à l'exercice d'une activité de restauration de type rapide (grillades, granitas, glace, eau, soda, jus, chips...) au moyen d'une roulotte ouverte exclusivement les week-ends et jours fériés, de 8 h à 22 h.

La superficie totale occupée ne devra pas dépasser celle fixée à l'article 1er.

##### Art. 3

La présente autorisation est consentie pour une durée de trois (3) ans à compter du 3 juin 2025.

Le bénéficiaire dispose d'un mois à compter de cette date, pour prendre possession des lieux. À défaut de respecter ce délai, la présente autorisation devient caduque, sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité quelconque.

#### **Art. 4**

La présente autorisation sera caduque dès lors que les frais y afférents n'auront pas été payés dans un délai de trois (3) mois à compter de la date fixée à l'article 3 ci-dessus.

#### **Art. 5**

Le service du tourisme est chargé du suivi de la présente autorisation.

#### **Art. 6**

La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions particulières du présent arrêté, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

1° Le bénéficiaire est autorisé à installer une roulotte sur l'emplacement défini en annexe, décorée selon un style d'inspiration locale, en tout cas de façon agréable et qui ne nuise pas à la vocation des lieux ;

2° Il a l'obligation d'entretenir l'emplacement occupé et de le tenir en parfait état de propreté. Il ne peut en aucun cas modifier l'espace autorisé ni en changer la destination. De même, le bénéficiaire n'exécutera aucune construction ou ouvrage quelconque sur l'emplacement occupé ;

3° Il est seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;

4° Il lui appartiendra de souscrire toutes assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile. À cet effet, il devra produire annuellement au service du tourisme une attestation d'assurance conclue dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public ;

5° Il assure la surveillance du périmètre concédé. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

6° Il est tenu de s'acquitter de tous impôts, redevances et taxes dus au titre de l'occupation et de son activité ;

7° Il lui est interdit de réserver par quelque moyen que ce soit (barrière métallique, ruban de signalisation...) l'emplacement attribué ;

8° L'installation de son activité et de ses accessoires ne doit présenter aucun élément fixe sur le site. De même, le bénéficiaire n'exécutera aucune construction ou ouvrage quelconque sur l'emplacement occupé. Aucune infrastructure ni aucun matériel ou autre ne devra être laissé sur place après exercice d'activité ;

9° Aucune huile et eaux ménagères ne devront être déversées dans le réseau d'assainissement d'eaux pluviales (caniveaux, avaloirs) ou dans l'environnement naturel ;

10° Le bénéficiaire n'empiétera pas sur l'espace autorisé au profit d'un autre bénéficiaire d'autorisation d'occupation, et s'installera selon les indications qui lui sont données par les agents de l'administration ;

11° Il est tenu de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à l'exercice de son activité. Il lui appartiendra de se pourvoir des autorisations administratives nécessaires.

#### **Art. 7**

La présente autorisation d'occupation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable. En aucun cas, l'autorisation délivrée ne peut être considérée comme un bail commercial. Toute cession ou toute location par le bénéficiaire de son droit à occuper est interdite.

#### **Art. 8**

Le service du tourisme peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire. Le service du tourisme peut être amené à modifier temporairement l'emplacement attribué au bénéficiaire pour des raisons de travaux ou d'événements.

#### **Art. 9**

L'autorité compétente peut résilier l'autorisation d'occupation de l'emplacement à tout moment, en cas de manquement à l'une des obligations mentionnées *supra*. Elle peut également résilier ou suspendre l'autorisation d'occupation à tout moment, en cas de besoin ou dans le cadre d'un changement de gestionnaire du site. Pour cela, elle en informe au préalable le bénéficiaire par lettre simple visée par lui, deux (2) mois à l'avance. Celui-ci est tenu de libérer l'emplacement dans le délai imparti. La résiliation de l'autorisation d'occupation ne donne lieu à aucune indemnisation du bénéficiaire.

Il peut également être mis fin à la présente autorisation sur demande du bénéficiaire effectuée soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par lettre simple transmise au service du tourisme et visée par celui-ci, deux (2) mois au moins avant la prise d'effet de la résiliation. Un arrêté d'abrogation sera pris dans ce délai.

#### **Art. 10**

S'il souhaite renouveler son autorisation, le bénéficiaire devra en faire la demande deux (2) mois avant le terme de la présente autorisation. L'autorité compétente aura la faculté de consentir ce renouvellement ou cette prolongation aux mêmes conditions ou de la refuser sans avoir à justifier son refus et sans que le bénéficiaire puisse prétendre, par suite de ce refus, à une indemnité quelconque.

#### **Art. 11**

À la fin de la présente autorisation, le bénéficiaire devra rendre les lieux dans son état initial. Les travaux de remise en état éventuels sont à la charge du bénéficiaire.

#### **Art. 12**

La présente autorisation d'occupation est consentie moyennant une redevance mensuelle fixée à 15 500 F CFP (quinze-mille-cinq-cents francs CFP) calculée sur la base de l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié susvisé et notamment de son annexe 1, index IM ECO 13. La redevance est payable d'avance chaque mois à la caisse de la recette conservation des hypothèques (direction des affaires foncières) à Papeete Tahiti BP 114 ou par virement bancaire sur le compte IEOM n° XXXXX-XXXXX-XXXXXXXXXX-XX, en y joignant le numéro de consignation qui sera attribué ultérieurement.

En cas de paiement tardif de la redevance, les sommes non payées seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 94 CM du 18 janvier 2019 susvisé.

#### **Art. 13**

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions de la présente autorisation, et notamment en cas de non-paiement de la redevance et de la cessation de l'usage de l'emplacement autorisé pendant une durée de trois (3) mois consécutifs, l'autorité compétente pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages-intérêts.

#### **Art. 14**

Le chef du service du tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

Pour le Président absent :

*La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,*

Minarii GALENON-TAUPUA

**Annexe - Autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public**

Parc de TATATUA – TAUTIRA





# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 13/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4212 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Bruno DREUILH pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506069AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Bruno DREUILH est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 21 novembre 2024.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 14/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4213 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de Mme Anne MAGLIULI pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506074AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Mme Anne MAGLIULI est certifiée pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 13 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 15/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4214 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Teariki GERMAIN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506079AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Teariki GERMAIN est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 13 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 16/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4215 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Dimitri TEMEHARO pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506080AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Dimitri TEMEHARO est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 14 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 17/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4216 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Gil KEROMEN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506107AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Gil KEROMEN est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 14 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 18/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4217 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Gilles SALMON pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506109AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Gilles SALMON est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 14 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 19/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4218 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Karl, Paul, Francois, Moetai TEHAAMOANA pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506110AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Karl, Paul, Francois, Moetai TEHAAMOANA est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 14 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 20/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4219 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de Mme Weena, Michelle, Herehia POTIER pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506111AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Mme Weena, Michelle, Herehia POTIER est certifiée pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 14 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 21/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4220 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Augustin MATOHI pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506106AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Augustin MATOHI est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 14 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 22/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4221 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de Mme Valérie TSAU TSEN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506104AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Mme Valérie TSAU TSEN est certifiée pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 14 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 23/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4222 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Julien BERAUD SUDREAU pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506102AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Julien BERAUD SUDREAU est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 14 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 24/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4223 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Hiro, Valerian CHARLES pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506081AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Hiro, Valerian CHARLES est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 14 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE  
TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 25/42, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE  
ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES  
Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4224 MPR du 20 mai 2025 portant octroi d'une aide financière à M. Alexandre TAUAROA

NOR : SDR25504068AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 303 CM du 2 mars 2018 relatif au classement des carcasses de bovins abattus en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de M. Alexandre TAUAROA réceptionnée le 26 mars 2025,

Arrête :

Article 1er

Une aide à la production de viande bovine de 683 250 F CFP (six-cent-quatre-vingt-trois-mille-deux-cent-cinquante francs CFP) est attribuée à M. Alexandre TAUAROA (aide type VII viande bovine de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Alexandre TAUAROA est exploitant agricole à Tevaitoa, Tumaraa, Rai'ātea, carte professionnelle CAPL n° 2024-CP-519.

Le montant de l'aide correspond à la production des bovins abattus en 2025 et est fixé selon les dispositions suivantes sur la base du prévisionnel d'abattages établi par l'éleveur.

Année de production	Masse total de carcasse estimée (en kg)	Montant total de l'aide (en F CFP)
Production 2025	2075	683 250

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74021A-F mission 965, programme 96501, article 652, sous-article 6524.

### Art. 3

L'aide est versée par tranche sur le compte ouvert par M. Alexandre TAUAROA sur présentation des documents d'abattage numérotés, établis à l'en-tête de la société d'abattage lorsqu'il s'agit d'une personne morale et comportant notamment, la date d'abattages, le nom de l'éleveur, le poids de carcasse après abattage, la classification et la qualité de la carcasse, le cas échéant le numéro d'identification de l'animal, son sexe et le numéro de traçabilité de la carcasse. Pour les bovins abattus en dehors d'une installation d'abattage répondant aux conditions fixées par la réglementation en vigueur, chaque document d'abattage doit être visé par un agent du service en charge de l'agriculture ou à défaut une personne mandatée par le service en charge de l'agriculture.

Au moment du dernier versement, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base de l'aide recalculée à partir de l'ensemble des pièces justificatives produites. L'aide ne peut en aucun cas être supérieure au montant maximal indiqué dans l'arrêté attributif.

### Art. 4

M. Alexandre TAUAROA s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

### Art. 5

Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

### Art. 6

Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Alexandre TAUAROA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE  
TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 26/42, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE  
ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES  
Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4225 MPR du 20 mai 2025 portant octroi d'une aide financière à Mme Marceline, Maria FENUAITI épouse BENACEK

NOR : SDR25503833AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 303 CM du 2 mars 2018 relatif au classement des carcasses de bovins abattus en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de Mme Marceline, Maria FENUAITI épouse BENACEK réceptionnée le 28 février 2025,

Arrête :

Article 1er

Une aide à la production de viande bovine de 117 000 F CFP (cent-dix-sept-mille francs CFP) est attribuée à Mme Marceline, Maria FENUAITI épouse BENACEK (aide type VII viande bovine de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Marceline, Maria FENUAITI épouse BENACEK est exploitante agricole à Puohine, Taputapuātea, Rai'ātea, carte professionnelle CAPL n° 2024-CP-1133.

Le montant de l'aide correspond à la production des bovins abattus en 2025 et est fixé selon les dispositions suivantes sur la base du prévisionnel d'abattages établi par l'éleveur.

Année de production	Masse totale de carcasse estimée (en kg)	Montant total de l'aide (en F CFP)
Production 2025	300	117 000

**Art. 2**

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74021A-F, mission 965, programme 96501, article 652, sous-article 6524.

**Art. 3**

L'aide est versée par tranche sur le compte ouvert par Mme Marceline, Maria FENUAITI épouse BENACEK sur présentation des documents d'abattage numérotés, établis à l'en-tête de la société d'abattage lorsqu'il s'agit d'une personne morale et comportant notamment, la date d'abattage, le nom de l'éleveur, le poids de carcasse après abattage, la classification et la qualité de la carcasse, le cas échéant le numéro d'identification de l'animal, son sexe et le numéro de traçabilité de la carcasse. Pour les bovins abattus en dehors d'une installation d'abattage répondant aux conditions fixées par la réglementation en vigueur, chaque document d'abattage doit être visé par un agent du service en charge de l'agriculture ou à défaut une personne mandatée par le service en charge de l'agriculture.

Au moment du dernier versement, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base de l'aide recalculée à partir de l'ensemble des pièces justificatives produites. L'aide ne peut en aucun cas être supérieure au montant maximal indiqué dans l'arrêté attributif.

**Art. 4**

Mme Marceline, Maria FENUAITI épouse BENACEK s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

**Art. 5**

Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

**Art. 6**

Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Marceline, Maria FENUAITI épouse BENACEK et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE  
TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 27/42, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE  
ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES  
Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4226 MPR du 20 mai 2025 portant octroi d'une aide financière à M. Michel, Aimata FANIU

NOR : SDR25503831AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 303 CM du 2 mars 2018 relatif au classement des carcasses de bovins abattus en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de M. Michel, Aimata FANIU réceptionnée le 17 mars 2025,

Arrête :

Article 1er

Une aide à la production de viande bovine de 618 500 F CFP (six-cent-dix-huit-mille-cinq-cents francs CFP) est attribuée à M. Michel, Aimata FANIU (aide type VII viande bovine de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Michel, Aimata FANIU est exploitant agricole à Maeva, Huahine, carte professionnelle CAPL n° 2024-CG-285.

Le montant de l'aide correspond à la production des bovins abattus en 2025 et est fixé selon les dispositions suivantes sur la base du prévisionnel d'abattages établi par l'éleveur.

Année de production	Masse total de carcasse estimée (en kg)	Montant total de l'aide (en F CFP)
Production 2025	2 150	618 500

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74021A-F, mission 965, programme 96501, article 652, sous-article 6524.

### Art. 3

L'aide est versée par tranche sur le compte ouvert par M. Michel, Aimata FANIU sur présentation des documents d'abattage numérotés, établis à l'en-tête de la société d'abattage lorsqu'il s'agit d'une personne morale et comportant notamment, la date d'abattage, le nom de l'éleveur, le poids de carcasse après abattage, la classification et la qualité de la carcasse, le cas échéant le numéro d'identification de l'animal, son sexe et le numéro de traçabilité de la carcasse. Pour les bovins abattus en dehors d'une installation d'abattage répondant aux conditions fixées par la réglementation en vigueur, chaque document d'abattage doit être visé par un agent du service en charge de l'agriculture ou à défaut une personne mandatée par le service en charge de l'agriculture.

Au moment du dernier versement, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base de l'aide recalculée à partir de l'ensemble des pièces justificatives produites. L'aide ne peut en aucun cas être supérieure au montant maximal indiqué dans l'arrêté attributif.

### Art. 4

M. Michel, Aimata FANIU s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

### Art. 5

Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

### Art. 6

Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Michel, Aimata FANIU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 28/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4257 MPR/DIREN du 20 mai 2025 autorisant la société Média Monks Inc à exercer une activité de prises de vues et de son des espèces protégées du code de l'environnement, à des fins commerciales**

NOR : ENV25506222AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 1648 CM du 20 septembre 2023 portant nomination de M. Alexandre VERHOEST en qualité de directeur de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la demande du prestataire en date du 13 mai 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

La société Media Monks Inc est autorisée à titre dérogatoire à exercer l'activité de prises de vues et de son à des fins commerciales des espèces protégées suivantes :

*Chelonia mydas* et *Birgus latro*.

Cette activité est autorisée sur l'atoll de Tetiaroa, en application des dispositions de l'article LP. 2213-2 du code de l'environnement, hormis dans les espaces naturels protégés.

#### **Art. 2**

L'autorisation de prises de vues et de son des espèces citées à l'article 1er est consentie du 26 mai au 8 juin 2025.

#### **Art. 3**

L'autorisation est donnée pour des prises de vues et de son effectuées de la manière suivante :

- sur le littoral, dans le lagon en PMT et en drone.

**Art. 4**

La société Media Monks Inc s'engage à ne pas attirer à soi de quelques manières que ce soit les animaux.

**Art. 5**

La société Media Monks Inc s'engage à assurer le bien-être des animaux lors du tournage.

**Art. 6**

La mention de cette autorisation est obligatoire pour toutes les utilisations de prises de vues et de son sur tous les supports, y compris numériques.

**Art. 7**

La société Media Monks Inc s'engage à respecter la réglementation en vigueur en matière de prise de vues et de son aérienne par utilisation d'un appareil volant.

**Art. 8**

La société Media Monks Inc s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

**Art. 9**

Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,*

Alexandre VERHOEST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 29/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4271 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de Mme Yanita HEITARAURI pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506112AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

Mme Yanita HEITARAURI est certifiée pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 14 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 30/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4272 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Etienne MONTAGNON pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506113AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Etienne MONTAGNON est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 14 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 31/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4273 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Thierry DANIEL pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506114AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Thierry DANIEL est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 14 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 32/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4274 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Yann WONG HEN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506115AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Yann WONG HEN est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 14 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 33/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4275 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Hans TAURAATUA pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506121AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Hans TAURAATUA est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 15 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 34/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4276 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M.Teva CAVALLO pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506122AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Teva CAVALLO est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 15 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 35/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4277 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Roy BOPP pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506179AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Roy BOPP est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 14 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 36/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4278 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Steve YERSIN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506186AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Steve YERSIN est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 15 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 37/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4282 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Jean-Raymond CAHOT pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506116AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Jean-Raymond CAHOT est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 14 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 38/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4283 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Gilles PARZY pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506117AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Gilles PARZY est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 14 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 39/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4284 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Philippe CATHELAIN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506119AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Philippe CATHELAIN est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 15 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 40/42, Page 1/2

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

##### Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

#### **Arrêté n° 4285 MPR/DBS du 20 mai 2025 portant certification de M. Stéphane, Jean-Luc PERCHAUD pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel**

NOR : DBS25506120AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

#### **Article 1er**

M. Stéphane, Jean-Luc PERCHAUD est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 15 janvier 2025.

#### **Art. 2**

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

#### **Art. 3**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 41/42, Page 1/2

### ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### Conventions État

#### **Convention n° 3-2025 du 7 avril 2025 relative à la première tranche de la subvention de fonctionnement pour l'année 2025 aux établissements d'enseignement technique agricole privés du temps plein**

Entre :

L'État, représenté par le haut-commissaire de la République française,

Et :

Le Conseil d'administration de la mission catholique aux îles Marquises (CAMCIM) - lycée agricole des Marquises ;

Le Conseil d'administration des biens de l'église protestante maohi (CABEPM) – LEAP Taravao,

Vu l'article L. 813-8 et l'article L. 813-9 du code rural ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié portant déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 31 août 2022 portant nomination de M. Éric SPITZ, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 1401 DMME/BRHT/tto du 28 novembre 2023 portant délégation de signature à M. Abdallah BAHA, chef du service de la formation et développement ;

Vu la convention État-territoire n° 92-012 du 7 décembre 1992 relative à l'enseignement et à la formation agricole en Polynésie française,

Il est convenu ce qui suit :

#### **Article 1er. — Objet**

Pour l'année 2025, la programmation budgétaire du BOP 143 est de 659 864 euros (soit 78 742 721 F CFP) au titre de la participation de l'État au budget de fonctionnement des établissements privés à temps plein en faveur du Conseil d'administration de la mission catholique aux îles Marquises (CAMCIM) - lycée agricole des Marquises et du conseil d'administration des biens de l'église protestante maohi (CABEPM) - LEAP Taravao.

Conformément à la demande d'attribution du service formation et développement en date du 7 avril 2025, il convient de procéder à l'engagement d'une première tranche de cette dotation d'un montant de 150 773 € (soit 17 992 005 F CFP).

Tel est l'objet de la présente convention.

#### **Art. 2. — Montant du concours financier de l'État**

Cette première tranche est imputée sur le centre financier 0143-R987-R987, domaine fonctionnel 0143-02-06, activité 014302000601 et engagée dès signature de la présente convention.

Bénéficiaire	Montant du versement en €	Montant du versement en F CFP
CABEPM – LEAP Taravao	78 094	9 319 093
CAMCIM – lycée agricole des Marquises	72 679	8 672 912

**Art. 3. — Modalités de versement**

Dans la limite des crédits disponibles, les versements seront effectués conformément au montant fixé à l'article précédent, en totalité, dès signature de la présente convention.

**Art. 4**

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant.

**Art. 5**

Le chef du service formation et développement de Polynésie française et l'administrateur général des finances publiques en Polynésie française sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention qui sera notifiée au Conseil d'administration de la mission catholique aux îles Marquises (CAMCIM) - lycée agricole des Marquises et au Conseil d'administration des biens de l'église protestante maohi (CABEPM) -LEAP Taravao.

*Les bénéficiaires,*  
CAMCIM  
CABEPM

Pour l'État :  
*Pour le haut-commissaire et par délégation : le chef du service formation et développement,*  
Abdallah BAHA



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 42/42, Page 1/3

### ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

### ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### Avis officiels

**Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour la période du 12 au 16 mai 2025**

Commune de Arue			
Numéro	Noms	Situation	Nature des travaux
MFL.DCA	Travaux autorisés le 12 mai 2025		
23-206-5	M. Richard IRITI et Mme Sophie, Teura MARE épouse IRITI	Sur la parcelle cadastrée n° 94, section O (terre Fateanoano parcelle A du lot 9) sise à Arue	Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (modifications : parcellaire et l'emplacement de l'assainissement
24-425-3	M. Teriivaea HANDERSON	Sur la parcelle cadastrée n° 896, section R (domaine Pihaatarioe lot C-lot 3) sise à Arue	Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation
25-34-4	M. Sébastien OTT, mandataire : SELARL Ora Architecte, représentée par M. Matteo GREGORI	Sur la parcelle cadastrée n° 97, section V (terre Faretiara - lotissement Faremoana lot 8) sise à Arue	Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation avec piscine

Commune de Faa'a			
Numéro	Noms	Situation	Nature des travaux
MFL.DCA	Travaux autorisés le 15 mai 2025		
24-899-3	SAS Hôtel Hilton, représentée par M. Louis WANE, mandataire : M. Yohann FLORENTIN, architecte	Sur la parcelle cadastrée n° 258, section N (terre Remblai) sise à Faa'a	Pour des travaux d'extension du spa existant Hilton et rajout d'un sauna

Commune de Hitiaa O Te Ra			
Numéro	Noms	Situation	Nature des travaux
MFL.DCA	Travaux autorisés le 15 mai 2025		
24-799-2	Mme Haureva TUFAIMEA épouse BARBOS et M. Ariitea BARBOS	Sur la parcelle cadastrée n° 87, section AC (terre Manini - Teruatuna - Tuituorero - Manua 1 - Faremati 2 - Tehuaraau - Vaiaia 2 - Tetahua - Vaorie lot 8) sise à Hitiaa	Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)

Commune de Moorea-Maiao			
Numéro	Noms	Situation	Nature des travaux
MFL.DCA	Travaux autorisés le 12 mai 2025		
24-461-4	SCI Boonty, représentée par M. Frank PHILIPS EURL Studio Amanha, représentée par Mme Tiphaine LAMEGO	Sur la parcelle cadastrée n° 130, section IH (terre Hooura lot 4a du lot 3) sise à Paopao	Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation
25-178-3	M. Raphaël, Rotui, Ernest UTIA	Sur la parcelle cadastrée n° 214, section EK (terre Torea - Piere lot 3 partie lot 3.7) sise à Paopao	Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)
	Travaux autorisés le 15 mai 2025		
24-769-3	Mme Arorii, Amélie, Christine TUAHU épouse DOUCET, mandataire : SARL Gen'Home, représentée par M. Laurent HOTTIER	Sur la parcelle cadastrée n° 155, section AO (terre Tereioehau - Haaparu partie - surplus lot A lot B) sise à Afareaitu	Pour des travaux de construction de deux (2) bungalows

Commune de Paea			
Numéro	Noms	Situation	Nature des travaux
MFL.DCA	Travaux autorisés le 15 mai 2025		
24-658-4	M. Tevai WONG, mandataire : Fenua Projets, représentée par M. Tony BRUNET	Sur les parcelles cadastrées n° 466 et n° 467, section AE (terre Papaura lot 1 et lot 2) sise à Paea	Pour des travaux de construction de cinq (5) appartements et d'une buanderie

Commune de Papara			
Numéro	Noms	Situation	Nature des travaux
MFL.DCA	Travaux autorisés le 12 mai 2025		
24-39-3	Mme Graziela POTATEUATAHI et M. Harold WONG	Sur la parcelle cadastrée n° 142, section B (terre ancien domaine Atimaono lot 7 [partie] du lot 11 - lot C) sise à Papara	Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)
	Travaux autorisés le 15 mai 2025		
24-1135-7	Mme Bellinda HART	Sur la parcelle cadastrée n° 196, section AZ (domaine Taharuu parcelle lot 9 - lot B) sise à Papara	Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation. Modifications : construction de la maison en structure et charpente métallique et modification de la hauteur des fenêtres et des baies)

Commune de Papeete			
Numéro	Noms	Situation	Nature des travaux
MFL.DCA	Travaux autorisés le 12 mai 2025		
24-107-3	Clinique Cardella, représentée par M. Laurent BROSEL, mandataire : E.I Teihotu Heifara Architecte, représentée par M. Heifara TEIHOTU	Sur la parcelle cadastrée n° 26, section AH (terre Papeete parcelle - Ateivi parcelle) sise à Papeete	Pour des travaux de réaménagement de l'intérieur de la clinique Cardella au rez-de-chaussée, du R+1 et modification d'une façade au rez-de-chaussée
	Travaux autorisés le 15 mai 2025		
23-867-5	Mme Tina, Sylviane LY épouse FARAIR et M. Thierry, Tahutumu FARAIRE, mandataire : M. Yannick MASSIN	Sur la parcelle cadastrée n° 15, section DR (terre lotissement rue Papeava lot 20) sise à Papeete	Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (modifications de façades avec rajout d'une coursive à l'étage et changement de menuiseries)

Commune de Punaauia			
Numéro	Noms	Situation	Nature des travaux
MFL.DCA	Travaux autorisés le 15 mai 2025		
25-50-3	Mme Véronique MOU, mandataire : Plan Fare Concept, représentée par M. Tauraa TEPA	Sur la parcelle cadastrée n° 167, section AV (lot 16E du lotissement Te Tavake Village) sise à Punaauia	Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation

Commune de Hao			
Numéro	Noms	Situation	Nature des travaux
MFL.DCA.TG	Travaux autorisés le 15 mai 2025		
24-933-2	M. Yves TEVITERE	Sur la parcelle cadastrée n° 48, section AI (terre Puhuki) sise à Hao	Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH - PMR)
24-1150-3	M. Teiva KUBIAK	Sur la parcelle cadastrée n° 7, section AL (terre Pahere Tuapuku Tuakitokito [partie]) sise Hao	Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)

Commune de Rangiroa			
Numéro	Noms	Situation	Nature des travaux
MFL.DCA.TG	Travaux autorisés le 16 mai 2025		
21-251-5	Mme Elsy TERIITAHU et M. Reo TERIITAHU	Sur la parcelle cadastrée n° 28, section AB (terre Morea surplus) sise à Mataiva	Travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) (2e prorogation)

Commune de Takaroa			
Numéro	Noms	Situation	Nature des travaux
MFL.DCA.TG	Travaux autorisés le 12 mai 2025		
25-258-3	Mme Christiane ALVAREZ et M. Hitirau APUARII	Sur la parcelle cadastrée n° 105, section E (Terre Hararu 2) sise à Takaroa	Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)
	Travaux autorisés le 15 mai 2025		
24-1173-3	M. Jean-Claude, Teanuanua GUGIMAHER	Sur la parcelle cadastrée n° 51, section A (terre Orupe) sise à Takapoto	Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)

Commune de Tatakoto			
Numéro	Noms	Situation	Nature des travaux
MFL.DCA.TG	Travaux autorisés le 12 mai 2025		
25-268-3	Mme Herako TEARIKI épouse PATU, mandataire : Mme Natacha TEPOU	Sur la parcelle cadastrée n° 863, section C (terre Temegugamanimani parcelle) sise à Tatakoto	Pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)



# JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

- Journal authentifié

Le Journal officiel de la Polynésie française (JOPF) est publié sous forme d'un PDF officiellement authentifié. Le fichier PDF de l'édition complète est doté d'une empreinte SHA256, c'est-à-dire d'une chaîne de 64 caractères pouvant être utilisée pour s'assurer de l'authenticité de la version.

Pour connaître précisément l'empreinte numérique du document, puis la vérifier avec tout outil permettant de calculer un sha256, vous pouvez aller sur le site Lexpol et cliquer sur l'icône "i" située à côté du lien « Télécharger le fichier PDF authentifié ». Une fenêtre vous donnera l'empreinte numérique du document.

Enfin, vous pouvez retrouver les empreintes numériques des cinq derniers journaux officiels numériques JOPF ci-dessous :

- Empreinte numérique du JOPF n° 114 du 20 mai 2025 :  
d503b572bfbdb8ca9503445398e0e057797680548f4b59835b9a566cdec059314
- Empreinte numérique du JOPF n° 113 du 19 mai 2025 :  
f4f9488aab1a172b13dac8acd75a77025fe9059d9b579bd970a7a973e037e973
- Empreinte numérique du JOPF n° 112 du 19 mai 2025 :  
cc1ed468353220c00716273bcc9b106f895defd3efd406b71651618b218306cd
- Empreinte numérique du JOPF n° 111 du 16 mai 2025 :  
b1882c5d80e400292a5e378d5bf321e3910232c57071789c6f8b550e3ad18aa4
- Empreinte numérique du JOPF n° 110 du 16 mai 2025 :  
99b74c98496c1cdbaa66209be036666729183a1b4064ae9893cca59adf6a89c8

Le directeur de publication, Philippe MACHENAUD-JACQUIER